

GROUPE DE TRAVAIL
SUR L'EUROPE CENTRALE
ET L'EUROPE DE L'EST

TASK FORCE ON
CENTRAL AND
EASTERN EUROPE



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Message conjoint de Joe Clark et John C. Crosbie

Au moment précis où les Canadiens s'arrimaient à la réalité de l'intégration plus entière des 12 pays membres de la Communauté européenne — ce qu'il est convenu d'appeler l'Europe des 12 — se dégageait la perspective d'une Europe qui allait fondre au même creuset l'Est et l'Ouest, avec en arrière-plan tout ce que cela impliquait. Le temps était venu pour le Canada de contribuer à lever le rideau de fer. Et le Canada a répondu à l'appel.

Le Groupe de travail du Canada pour l'Europe centrale et de l'est est une des pierres d'angle de notre contribution à la lutte pour la liberté politique et économique dans cette région. Il met en commun les ressources des secteurs public et privé au Canada dans le soutien de cet irrépressible mouvement vers la démocratie et l'entreprise privée en Europe centrale et de l'est de même qu'en Union-Soviétique.

Le succès du Groupe de travail repose autant sur l'initiative d'individus, de groupes et d'entreprises au Canada, que sur les efforts du gouvernement. Les communautés multiculturelles du Canada en particulier — à travers leurs liens avec l'Europe centrale et de l'est au plan linguistique, culturel et social, constituent une précieuse ressource eu égard aux efforts déployés afin de fournir une aide et de s'ouvrir aux possibilités s'offrant dans ces pays.

Le Groupe de travail apportera un soutien et stimulera les investissements d'entreprises canadiennes dans la région et fournira une aide technique dans des domaines tels, l'agriculture, la protection de l'environnement, la finance et les télécommunications. Le programme offrira également l'expertise du Canada dans des domaines essentiels comme le processus des élections, la réforme du droit, les droits humains et la presse libre.

Ces faits méritent la notoriété. Nous publions ce bulletin d'information de façon périodique afin que les Canadiens soient au fait de ce que nous accomplissons pour aider les pays d'Europe centrale et de l'est dans des domaines comme l'administration, les investissements et la mise en place d'institutions démocratiques. Les informations qu'il contient sont tirées de sources publiques et privées à la fois au Canada et dans les pays d'Europe centrale et de l'est.

Les développements qui surviennent en Europe centrale et de l'est ainsi qu'en Union-Soviétique représentent un enjeu pour nous tous. Notre sécurité et notre avenir en dépendent. C'est pourquoi, nous vous enjoignons de vous rallier aux nombreux Canadiens qui accomplissent un rôle important dans l'érection de la démocratie et dans l'établissement dans cette partie de l'Europe d'un ordre politique et économique empreint de stabilité.

Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
le Très honorable Joe Clark.

Le Ministre du Commerce extérieur,
l'honorable John C. Crosbie.

Canada

RELEVER LE DÉFI DE LA NOUVELLE EUROPE

Le Gouvernement du Canada a mis sur pied l'an dernier un programme de \$72 millions de dollars visant à venir en aide à la Pologne et à la Hongrie, comportant la fourniture d'aide alimentaire d'urgence, l'accord d'assurance-crédit à court terme sur les importations, le soutien au Fonds de stabilisation de la Pologne, et l'octroi d'une aide de \$10 millions au développement économique. Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le Très honorable Joe Clark, annonçait à la fin de mai 1990, de concert avec les membres du G-24, le groupe des 24 pays les plus industrialisés, que ce programme serait élargi pour s'ouvrir à d'autres pays d'Europe centrale et de l'est y compris l'Union-Soviétique, où la démocratie est en voie de s'épanouir.

Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et de l'est, le fruit de cette initiative, gère l'aide apportée aux pays de cette région et sert de cadre aux efforts du gouvernement canadien pour s'arrimer aux changements politiques et économiques qui surviennent en Europe

"L'aide apportée à l'Europe de l'est n'est pas une affaire de charité. Elle relève au contraire du gros bon sens et il en va de nos propres intérêts."

Le Très honorable Joe Clark

centrale et de l'est. Il remplit cette fonction en assurant la coordination des efforts du secteur public et du secteur privé, et par la gestion du programme d'aide financière de \$40 millions destiné au soutien de projets et d'initiatives canadiennes, et en appuyant et en facilitant l'établissement sur une large base de liens politiques et économiques avec l'Europe centrale et de l'est.

Le plan d'aide au montant de \$40 millions est assorti de façon globale:

- d'un Fonds de \$30 millions pour le développement économique destiné à des projets visant à appuyer la restructuration économique et à encourager l'établissement de relations économiques et commerciales avec le Canada; et

- d'un Fonds au montant de \$10 millions destiné à des projets visant à promouvoir la démocratisation des institutions politiques, sociales et économiques.

Le Groupe de travail espère à travers ces deux Fonds canaliser l'expérience et les talents d'entreprises, d'institutions, d'organismes et de citoyens canadiens, et travailler de concert avec leurs partenaires d'Europe centrale et de l'est. Un des atouts au succès de cette entreprise tient aux quelque 10 pour cent de Canadiens originaires de cette région du globe.

LA TRANSITION VERS LES ÉCONOMIES DE MARCHÉ

Le Fonds pour le développement économique accorde des subventions et apporte un soutien aux mesures et aux programmes ayant pour objectif de faire progresser les réformes économiques en Europe centrale et de l'est ainsi qu'en Union-Soviétique, et à faciliter l'établissement de relations d'affaires à long-terme entre le Canada et les économies de la région. Deux programmes bénéficient de l'appui du Fonds pour le développement économique:

Un programme axé vers les réformes de marché, notamment:

- le soutien et la formation à l'intention des institutions du domaine agricole;
- le transfert des compétences par le biais des organisations non-gouvernementales et d'autres organismes du secteur public;
- l'amélioration des compétences en matière de gestion à travers les institutions d'enseignement et les centres de formation;
- la formation de cadres de niveau intermédiaire et supérieur-intermédiaire ainsi que de directeurs techniques;
- la formation de vérificateurs, de statisticiens et de cadres du secteur financier; et
- la réalisation d'études de pré-faisabilité sur les possibilités canadiennes d'investissement joutées à la réforme et à la restructuration des économies d'Europe centrale et de l'Union-Soviétique, dans leur transition d'un régime à planification centralisée à un régime d'économie de marché.

Un programme pour aider les entreprises canadiennes à accroître leurs relations commerciales et leurs investissements dans les régions visées, qui comprend:

- la participation à un programme élargi sur les foires et les missions commerciales;
- des études de pré-investissement portant sur des projets spécifiques réalisées par des entreprises canadiennes ou en leur nom;
- la formation en gestion axée vers des entreprises spécifiques;
- un soutien de programme échelonné sur trois ans diminuant progressivement aux Conseils bilatéraux du commerce nouvellement créés; et
- des programmes d'information à l'intention du milieu des affaires afin de stimuler les investissements et d'encourager la création de coentreprises en Europe centrale et de l'est et en Union-Soviétique.

MISE EN PLACE DE LA DÉMOCRATIE

Le Fonds pour la coopération politique accorde des subventions et aides visant à encourager le dialogue et l'établissement de liens avec l'Europe centrale et de l'est ainsi que l'Union-Soviétique, axés vers la démocratie, la primauté du droit et le respect des droits humains. Le Fonds vise à promouvoir la démocratisation des institutions politiques, sociales, juridiques et économiques et à favoriser l'établissement de liens avec le Canada. Les fonds servent aux fins:

- du développement d'une expertise, d'institutions et de processus en vue de la tenue d'élections libres et justes;
- de l'offre de conseils experts et de la formation nécessaires pour opérer les changements au processus politique permettant d'atteindre aux standards de la démocratie;
- de la réforme du processus constitutionnel, du droit civil et criminel, ainsi que des institutions gouvernementales, institutions d'enseignement et institutions privées concernées, afin de contribuer à établir la primauté du droit, de la justice et des droits humains;
- de la formation et de l'établissement d'échanges afin de moderniser les institutions d'enseignement, à relever le

niveau des programmes de formation, et à oeuvrer à la mise en place d'une presse libre et dynamique; et

- du développement de services publics professionnels.

BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BERD)

Un accord international s'est fait au sujet de la création d'une banque régionale pour favoriser la transition vers des économies de marché en Europe centrale et de l'est.

La BERD sera une institution financière distincte reposant sur un engagement solennel de tous les membres adhérant à la cause de la démocratie, du respect des droits humains et de la primauté du droit. L'objectif premier de la BERD sera de promouvoir le développement du secteur privé. La Banque

"Le défi que nous devons relever de bâtir à la fois la démocratie et une économie de marché alors que tout est à faire, est sans précédent dans l'Histoire."

L'honorable John C. Crosbie

assurera le financement de projets stimulant l'investissement, assurera une aide technique et canaliser les capitaux locaux et étrangers. Le capital initial de la banque sera de 10 milliards d'ECU (\$14 milliards en dollars canadiens).

Le Canada versera une contribution financière annuelle de \$30 millions pour les cinq prochaines années au Fonds de capitalisation de la Banque. On s'attend à ce que le Fonds atteigne au total 10 milliards d'ECU (\$14 milliards en dollars canadiens). Le Canada disposera d'un siège au Conseil des directeurs de la Banque et procédera à la nomination d'un directeur général au cours de l'année qui vient.

FONDS CANADIEN DE CONTREPARTIE

Le Fonds canadien de contrepartie (FCC) a été constitué du produit de l'aide alimentaire canadienne expédiée à la Pologne l'hiver dernier sous la forme de blé, de porc, de fèves de soya et de poisson. On s'attend à ce que cette aide atteigne l'équivalent de \$6 millions en devise nationale (Zloty); ces sommes serviront à financer les coûts locaux de projets réalisés en Pologne sur lesquels les parties se sont mises d'accord. Un dispositif a ainsi été mis en place de manière à ce que l'aide alimentaire à court-terme puisse être aiguillonnée vers le développement économique et politique à long-terme du pays.

On s'est entendu pour que le FCC se consacre à des projets axés vers l'agriculture et le développement rural, en particulier dans la partie sud-est de la Pologne, qui a été plutôt négligée en dépit de son fort potentiel au plan de l'agriculture. Il s'agit également d'une région d'où sont venus les ancêtres de nombreux Canadiens d'origine polonaise.

Les engagements pris à date par le FCC concernent notamment:

- l'aide touchant l'approvisionnement en eau de certaines communautés rurales, les télécommunications, et les projets de construction de routes en milieu rural dans quatre provinces situées dans la région du sud-est;
- le financement local de contrepartie de plusieurs projets de formation du domaine agricole mis en oeuvre avec l'aide d'Agriculture Canada et du secteur privé;
- une aide financière en contrepartie des dons offerts de façon volontaire par le Congrès polonais du Canada et destinés à l'aide médicale et humanitaire.

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

L'intérêt des entreprises canadiennes pour des investissements en Europe centrale et de l'est ainsi qu'en Union-Soviétique s'est accru de façon prodigieuse. Cet intérêt s'est toutefois accompagné de la préoccupation au sujet de la protection de ces investissements.

Lors de sa visite en Union-Soviétique en novembre dernier, en compagnie d'une importante délégation de gens d'affaires et d'investisseurs, le Premier ministre a ratifié l'Accord pour la protection des investissements étrangers (APIE), le premier du genre à n'avoir jamais été signé. Des accords similaires ont depuis été paraphés avec la Pologne et la Tchécoslovaquie et des négociations ont été entreprises en vue d'un accord avec la Hongrie.

La fonction des APIE est d'offrir sur une base de réciprocité des garanties aux investissements étrangers par le truchement de dispositions comme: a) le traitement national accordé aux investisseurs étrangers (les investisseurs étrangers sont assurés de disposer du même traitement que les investisseurs locaux, sauf dans les cas d'exception touchant des domaines stratégiques ou sensibles sur lesquels peuvent s'entendre les parties); b) le traitement de la nation la plus favorisée (traitement qui doit être aussi avantageux que celui accordé à tout pays-tiers); c) les dispositions pour le libre mouvement des capitaux et le rapatriement des profits libellés en devises convertibles; et d) un mécanisme de consultation et de règlement des litiges.

LE RAYONNEMENT

L'objectif du Groupe de travail est d'associer comme partenaires de notre programme pour l'Europe centrale et de l'est le plus de Canadiens et Canadiennes possibles.

Ce n'est pas au gouvernement seul d'agir et de répondre à l'enjeu créé par les révolutions de 1989 — tous les Canadiens ont intérêt à devenir des partenaires et le Groupe de travail entend solliciter l'engagement, l'implication et l'action du plus grand nombre possible de citoyens.

En quelques mois à peine, le Groupe de travail a entrepris des consultations avec les groupes suivants:

Chambre de commerce du Canada
 Association des universités et collèges du Canada
 Association du Barreau canadien
 Association des banquiers du Canada
 Conference Board du Canada
 Congrès du travail du Canada
 Conseil canadien de la coopération internationale
 Organisation internationale du Travail
 Bourse de Montréal
 Bourse de Toronto
 Association des coopératives du Canada
 Service administratif canadien aux organisations
 Association des collèges communautaires du Canada
 Association des exportateurs canadiens
 Fédération canadienne des doyens de gestion et d'administration
 Organisation canadienne pour la solidarité et le développement
 Centre international des droits humains et du développement démocratique
 L'Entraide universitaire mondiale du Canada
 Radio-Canada international
 Office national du film
 de nombreuses entreprises canadiennes
 de multiples organisations ethniques/
 multiculturelles.

Ces consultations se poursuivront et iront en s'accroissant, afin de s'assurer que l'engagement des Canadiens envers la Nouvelle Europe soit le plus large et s'appuie sur le plus grand nombre.

OFFRES DE PROJETS

Le Groupe de travail est déterminé à faire en sorte que le secteur privé soit un des principaux intervenant dans nos initiatives en matière de coopération.

Le secteur privé dispose des compétences qui font tellement défaut dans ce pays. Ce sera en outre le secteur privé qui prendra l'initiative de saisir les possibilités de marché et d'établir d'éventuelles relations d'affaires dans ces pays.

Les organisations et entreprises qui désirent mettre sur pied des projets sont invitées à communiquer avec les bureaux du Groupe de travail à Ottawa (l'adresse et le numéro de téléphone sont fournis dans ce bulletin d'information).

Le Groupe de travail ne prendra pas en considération des demandes d'appui financier ne faisant pas l'objet de précisions en détail. Des propositions détaillées sont exigées, et doivent comporter des précisions telles les objectifs du programme envisagé,

les avantages qui en découleront pour les pays récipiendaires, les avantages à long terme pour le Canada. L'évaluation des projets et leur approbation seront fondées sur le critère essentiel de leur contribution à la transformation économique et politique de ces pays.

La contribution financière accordée au projet par l'entreprise ou l'organisme qui en est le parrain jouera également comme une donnée supplémentaire importante. Le gouvernement a fixé une limite aux fonds qu'il est en mesure de consacrer à ce programme. Afin de renforcer l'engagement et l'implication des Canadiens dans la "Nouvelle Europe", le Groupe de travail exige dans la mesure du possible des aides financières de contrepartie ou à frais partagés.

DES CANADIENS DONT L'ACTION EST TANGIBLE

Voici en résumé quelques-uns des projets de divers types mis sur pied jusqu'à maintenant:

- Les gouvernements fédéral et de l'Ontario et le secteur privé ont apporté un appui financier au programme d'échanges de l'Université York entre entreprises de l'Est et de l'Ouest sur l'entrepreneuriat et le fonctionnement des marchés. Quelque 130 jeunes cadres prometteurs d'Europe centrale et de l'est ainsi que de l'URSS ont ainsi pris part l'été dernier à un programme d'une durée de neuf semaines. Un des volets de ce programme prévoit l'envoi des participants en région afin de suivre des stages leur permettant de se familiariser avec la diversité de la culture et du milieu des affaires canadiens.
- Un programme de formation a été mis sur pied à l'intention de 100 agriculteurs polonais. Les participants à ce programme séjournent au Canada afin d'étudier les méthodes avancées en matière de gestion d'exploitations agricoles et de reproduction de troupeaux. Leur formation est assortie d'un stage d'apprentissage d'une durée de 14 semaines sur des fermes laitières d'exploitation familiale réparties partout à travers le Canada.
- Le Service administratif canadien aux organisations (SACO) dépêche des experts-conseil comme coopérants-volontaires en Pologne et en Hongrie. Des dirigeants d'entreprises à la retraite parlant la langue du pays ont été recrutés partout à travers le Canada.

- Le Canada a accordé une aide de \$450,000 afin d'appuyer un centre international de la gestion qui vient d'être mis sur pied à Budapest. Une personnalité du monde universitaire, Julie Rowney, de l'Université de Calgary, a été nommée première doyenne du Centre de gestion. Le Centre est appelé à jouer un rôle crucial au moment même où les entreprises hongroises sont en voie de s'adapter dans leurs opérations à une économie de marché.
- Un ambitieux programme mis en oeuvre sur le terrain baptisé "Éducation pour la démocratie" vise l'enseignement de l'anglais au peuple tchécoslovaque. Au-delà de 300 volontaires canadiens ayant défrayé eux-mêmes leurs dépenses se sont rendus dans 35 villes Tchèques et Slovaques.
- Plusieurs séries de projets de divers types ont vu le jour afin d'appuyer le programme de privatisation du gouvernement polonais. Ces projets comportent des séminaires, des sessions de formation sur les lieux de travail, la fourniture d'ordinateurs et de logiciels adaptés, et la traduction de livres canadiens sur l'administration des affaires.
- L'Association canadienne des coopératives apportera une aide à la Pologne dans la restructuration de son secteur coopératif, tout spécialement dans le domaine de l'agriculture.
- La création par l'Association du Barreau canadien d'un programme de stages dans le domaine juridique destiné à la Hongrie. Un programme de stages d'une durée de trois mois s'appuyant sur un financement à frais partagés du gouvernement fédéral et de l'Association canadienne des coopératives sera mis en branle à l'automne.
- Organisation d'une série de séminaires sur les investissements axés sur les possibilités qui s'offrent en Europe centrale et de l'est. Aide à la production d'un Guide complet sur les possibilités d'affaires en Pologne. Des guides analogues sont à l'étude pour d'autres pays.

POUVONS-NOUS FOURNIR UNE AIDE?

Si vous désirez plus d'informations sur le Groupe de travail ou vous intéressez aux fonds qu'il gère, veuillez communiquer avec nous en écrivant au Groupe de travail pour l'Europe centrale et de l'Est, pièce 601, 107 rue Sparks, Ottawa (Ontario) K1A 0G2, par téléphone au (613) 992-2100 ou par télécopieur au (613) 943-0333.

NOTE DE L'ÉDITEUR

Ce bulletin d'information est produit par Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada afin d'informer les Canadiens des activités en Europe centrale et de l'est et d'élargir le dialogue entre les intervenants qui s'intéressent et sont impliqués dans le développement de ces régions. Votre nom figure sur la liste de ce premier envoi en raison de l'intérêt que vous portez pour cette région. Si vous ne désirez pas recevoir d'autres exemplaires de ce bulletin, veuillez nous en informer par la poste ou par télécopieur.

CAL
EA
T12
1991
v.1
DOCS

FORCE ON
CENTRAL AND
EASTERN EUROPE

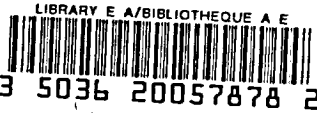
GROUPE DE TRAVAIL
SUR L'EUROPE CENTRALE
ET L'EUROPE DE L'EST



Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

FEB 3 1992

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20057878 2
NON - CIRCUIT
CONSULTER SUR PLACE

External Affairs and
International Trade Canada

Joint Message by Joe Clark and John C. Crosbie

Just when Canadians were preparing for the further integration of the 12 member-countries of the European Community — the so-called Europe 1992 — along came the prospect of a more extensive, more complex Europe, one which brought together East and West, with all that that implies. The time had come for Canada to help raise the Iron Curtain. And, we have.

Canada's Task Force on Central and Eastern Europe is a major element in our response to the struggle for political and economic freedom in the region. It brings together public and private resources in Canada in support of what is an irrepressible push towards democracy and private enterprise in Central and Eastern Europe and the Soviet Union.

The success of the Task Force depends as much on individuals, groups and businesses in Canada as it does on government initiatives. Canada's multicultural community in particular—with its linguistic, cultural and social links to Central and Eastern Europe—is a unique asset in our efforts to provide assistance to, and pursue opportunities in, those countries.

The Task Force will support and encourage investment by Canadian business in the region and will provide technical assistance in such areas as agriculture, environmental protection, finance and telecommunications. The program will also provide Canadian expertise in such key areas as election procedures, law reform, human rights and free media.

This is a story worth telling. We are publishing this newsletter on a periodic basis so that Canadians will know what we are doing to help countries in Central and Eastern Europe in areas such as management, investment, and the building of democratic institutions. It is based on information gathered from public and private sources in both Canada and the countries of Central and Eastern Europe.

We all have a direct stake in developments in Central and Eastern Europe and the Soviet Union. Our security and future prosperity depend on it. We encourage you to join the many Canadians who are playing an important role in building democracy and a stable political and economic order in that part of Europe.

The Right Honourable Joe Clark
Secretary of State for External Affairs

The Honourable John C. Crosbie
Minister for International Trade

Canada

RESPONDING TO THE NEW EUROPE

The Government of Canada established a \$72-million program to assist Poland and Hungary last year which included emergency food aid, short-term export credit insurance, support for the Polish Stabilization Fund, and \$10-million for economic development. At the end of May 1990, Secretary of State for External Affairs, the Right Honourable Joe Clark, announced that in concert with the "Group of 24" (G-24) major industrialized countries, this program would be expanded to include the other emerging democracies in Central and Eastern Europe, including the Soviet Union.

The result is the Task Force on Central and Eastern Europe, which administers assistance to the countries of the region and serves as the framework for the Canadian Government's response to political and economic change in Central and Eastern Europe. It does so by

"Assistance to Eastern Europe is not a question of charity. It is a matter of hard common sense and self-interest."

Rt. Hon. Joe Clark

co-ordinating public sector and private sector initiatives, administering the \$40-million program of financial assistance for Canadian projects and initiatives, and encouraging and facilitating broad-based political and economic links with Central and Eastern Europe.

Broadly speaking, the \$40-million assistance package involves the following:

- a \$30-million Economic Development Fund for projects designed to support economic restructuring and foster economic and trade links with Canada; and

- a \$10-million Political Co-operation Fund for projects designed to promote democratization of political, social and economic institutions.

Through these two funds, the Task Force seeks to profit from the experience and skills of Canadian companies, institutions, organizations and individuals, and work with their Central and East European counterparts. A particular strength in carrying out this program lies with the 10% of Canadians who trace their roots to this region.

THE MOVE TOWARD MARKET ECONOMIES

The Economic Development Fund provides grants and contributions in support of measures and programs to advance economic reforms in Central and Eastern Europe and the Soviet Union, and to facilitate long-term business collaboration between Canada and the economies of the region. Two programs are supported under the Economic Development Fund:

A program aimed at market-oriented reforms, including:

- assistance and training for agricultural institutions;
- the transfer of skills by non-governmental organizations and other public sector organizations;
- the improvement of management skills through academic and training institutions;
- the training of middle and upper-middle business and technical managers;
- the training of auditors, statisticians and financial managers; and
- pre-feasibility studies regarding opportunities for Canadian investment in conjunction with the reform and restructuring of the economies from a centrally planned to a market-oriented system.

A program to assist Canadian companies to increase their trade and investment links with the regions, including:

- participation in an expanded trade fairs and missions program;
- venture-specific pre-investment studies undertaken by and on behalf of Canadian firms;
- enterprise-specific management training;
- program support over three years on a declining basis for newly established bilateral business councils; and
- business information programs supporting investment/joint venture promotion in Central and Eastern Europe and the Soviet Union.

SECURING DEMOCRACY

The Political Co-operation Fund provides grants and contributions to foster dialogue and engagement with Central and Eastern Europe and the Soviet Union to encourage democracy, political pluralism, the rule of law, and respect for human rights. The Fund is designed to promote democratization of political, social, legal, and economic institutions and foster links with Canada. Funds are available for:

- developing expertise, institutions and processes for the holding of free and fair elections;
- providing guidance and training in altering the political process to conform with democratic norms;
- reform of the constitutional process, criminal and civil law, related governmental, academic and private institutions, so as to help ensure the primacy of law, justice and human rights;
- training and exchanges aimed at modernizing teaching institutions, upgrading training programs, and developing free and effective media; and

- developing professional public services.

EUROPEAN BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT (EBRD)

International agreement has been reached on the establishment of a regional bank to foster the transition toward market-oriented economies in Central and Eastern Europe.

The EBRD will be a distinctive financial institution based on a fundamental commitment by all participating members to democracy, respect for human rights and the rule of law. The main objective of the EBRD will be to promote the development of the private sector. It will finance projects to promote investment, provide technical assistance and mobilize domestic and foreign capital. The bank's

"The task of simultaneously constructing democracy and an open market economy, and doing it from the ground up, is unprecedented."

Hon. John C. Crosbie

initial capital base will be 10 billion ECUs (Cdn\$14 billion).

Canada will be contributing Cdn\$30 million each year for the next five years to the Bank's Capitalization Fund. The total fund is expected to reach 10 billion ECUs (Cdn\$14 billion). We will have a seat on the Bank's board of directors and will be appointing an executive-director sometime in the next year.

CANADIAN COUNTERPART FUND ACCOUNT

The Canadian Counterpart Fund Account (CFA) was generated from the proceeds of Canadian food aid shipped to Poland last winter in the form of wheat, pork, soy bean oil and fish. It is expected that it will amount to the equivalent of \$6 million in the Polish currency (Zloty) and will be used to finance the local costs of jointly agreed upon projects in Poland. In this manner, a link has been established so that short-term food aid can be transferred to help in the longer-term economic and political development of that country.

It has been agreed that the CFA will focus on projects that are directed towards agriculture and rural development, especially in the south-east region of Poland which has been relatively neglected despite its high agricultural potential. It also is a region in which a relatively large number of Canadians of Polish descent trace their roots.

Examples of commitments made to date from the CFA are:

- assistance to complete certain rural water supply, rural telecommunications and rural road projects in four provinces in the southeastern region;
- local financing for a number of agricultural training and technical exchange projects being implemented by both Agriculture Canada and the private sector;
- matching support to the voluntary contributions made by the Canadian Polish Congress towards medical and humanitarian assistance.

PROTECTION FOR CANADIAN INVESTMENTS

There has been a marked increase in the interest among Canadian businesses in investing in Central and Eastern Europe and the Soviet Union. Coupled with this interest, however, has been concern over the security of those investments.

When the Prime Minister visited the Soviet Union last November, accompanied by a major trade and investment mission, he signed the first-ever Foreign Investment Protection Agreement (FIPA). Since then, FIPAs have also been signed with Poland and Czechoslovakia and one is currently being negotiated with Hungary.

What do FIPAs do? They extend protection reciprocally to foreign investment through such provisions as: (a) national treatment of foreign investors (foreign investors are guaranteed the same treatment as national investors, subject to exceptions in strategic or sensitive sectors which can be agreed to); (b) most favoured nation treatment (treatment no less favourable than that extended to investors of any third country); (c) provisions for the free transfer of capital and repatriation of profits in convertible currency; and (d) a consultation and dispute mechanism.

REACHING OUT

It is the aim of the Task Force to include as many Canadians as possible actively in our program aimed at Eastern and Central Europe.

It is not just the government which has a stake in responding to the revolutions of 1989 -- all Canadians have a stake and the Task Force is primed to tap as many sources as possible for commitment, involvement and action.

In just a few short months, the Task Force has undertaken consultations with the following groups:

Canadian Chamber of Commerce
 Association of Universities and Colleges of Canada
 Canadian Bar Association
 Canadian Bankers' Association
 Conference Board of Canada
 Canadian Labour Congress
 Canadian Council for International Co-operation
 International Labour Organization
 Montreal Stock Exchange
 Toronto Stock Exchange
 Canadian Co-operative Association
 Canadian Executive Services Organization
 Association of Canadian Community Colleges
 Canadian Exporters' Association
 Canadian Federation of Deans of Management and Administration Studies
 Organisation canadienne pour la solidarité et le développement
 International Centre for Human Rights and Democratic Development
 World University Service of Canada
 Radio Canada International
 National Film Board
 Numerous Canadian Businesses
 Many Ethnic/Multicultural Organizations

These consultations will be continued and expanded, ensuring the Canadian commitment to the New Europe is extensive and broadly-based.

PROJECT PROPOSALS

The Task Force is committed to ensuring the private sector is a key player in our co-operation efforts.

It is the Canadian private sector that has the skills and the knowledge that are so clearly required in these countries. In addition, it is the private sector that will lead the way in capitalizing on market opportunities and potential trade relationships.

Groups and companies which have initiatives they want to undertake should get in touch with the Task Force offices in Ottawa (address and phone number are included in this newsletter).

The Task force does not accept unspecified applications for funds. Detailed program proposals are required, covering such things as the objectives of the program, the benefits for the recipient countries, the long-term benefits for Canada. The fundamental criteria used in judging and approving proposals is their contribution to the economic and political transformation of these countries.

An additional important factor is a financial contribution to the project by the sponsoring company or organization. The government has limits on the funds it can commit to this program. In an effort to enhance the commitment and involvement of Canadians in the "new" Europe and practically speaking to expand the program, the Task Force is requesting matching or shared-cost financial contributions whenever possible.

CANADIANS MAKING A DIFFERENCE

Here are just some of the kinds of projects undertaken so far:

- The federal government, the Ontario government and the private sector provided financial support to York University's East/West Enterprise Exchange on entrepreneurship and market operations. One hundred and thirty rising young executives from Central and Eastern Europe and the USSR participated in a nine-week program this past summer. One of the features of the program was a regional placement to familiarize participants with the diversity of Canadian culture and business.
- A training program for 100 Polish farmers has been established. The trainees are in Canada to study advanced methods of farm management and herd reproduction. Their course includes a 14-week apprenticeship on family-operated dairy farms across Canada.

- The Canadian Executive Services Organization (CESO) is sending volunteer consultants to Poland and Hungary. Retired business executives who speak the languages have been recruited from all across Canada.
- Canada has made a \$450,000 contribution to the newly established International Management Centre in Budapest. A Canadian academic, Julie Rowney of the University of Calgary, has been appointed dean of the management centre. The Centre is expected to play a pivotal role as Hungarian enterprises begin to operate in a market-based economy.
- An ambitious, grass-roots program called Education for Democracy to teach English to people in Czechoslovakia. Over 300 Canadian volunteers have paid their own expenses to work in 35 Czech and Slovak cities.
- A multi-faceted series of projects to assist the Polish Government's privatization program. These projects include seminars, on-the-job training, the provision of computers and suitable software, and the translation of Canadian business management books.
- The Canadian Co-operative Association will assist Poland in the restructuring of its co-operative sector, especially in the field of agriculture.
- A legal internship program for Hungary has been established by the Canadian Bar Association. Based on shared-funding by the federal government and the CBA, a three-month internship program will begin this fall.
- An investment seminar series concentrating on opportunities in Poland. Contribution to the production of a comprehensive guide to business opportunities in Poland. Similar guides and seminars are planned for other countries.

CAN WE HELP?

If you require further information on the Task Force or are interested in the funds it administers, please write us at Task Force on Central and Eastern Europe, Suite 601, 107 Sparks Street, Ottawa K1A 0G2, telephone at (613) 992-2100 or fax to (613) 943-0333. .

NOTE FROM THE EDITOR

This newsletter is produced by External Affairs and International Trade Canada to inform Canadians about activities in Central and Eastern Europe and to expand the dialogue among those interested and involved in regional developments. You are included in this first mailout because of your interest in the region. If you do not wish to receive further copies of this newsletter, please let us know by mail or fax.